

## Les Fralib: "On ne va pas lâcher"



Des salariés de Fralib occupent l'usine depuis vendredi. Hier ils ont réaffirmé qu'ils "ne lâcheront pas".

/PHOTO R.L.

Ils n'entendent pas baisser les bras et l'ont encore fait savoir hier matin. Quelque vingt-quatre heures, après avoir décidé l'occupation de leur usine, "les salariés en lutte" de Fralib (thé et infusions de l'Elephant groupe Unilever), menés par la CGT, ont organisé dans les locaux de l'entreprise, situés sur la zone industrielle de Gémenos, "un rassemblement interprofessionnel de solidarité de l'ensemble des syndicats CGT du département".

En fait, aux côtés d'Olivier Leberquier, délégué syndical CGT et Gérard Cazorla, le secrétaire CGT du comité d'entreprise de Fralib avaient pris place Serge Bonutti, représentant régional CGT de la fédération agroalimentaire et forestière et Thierry Piettavino, le secrétaire de l'Union départementale CGT. Une occasion pour les deux chefs de file du conflit d'affirmer et de montrer devant plus d'une centaine de sympathisants, politiques et syndicaux, simples salariés et la presse que cette occupation n'était pas seulement l'affaire "de 20 personnes" ou "d'un groupuscule", comme l'avait dénoncé vendredi la direction dans un communiqué.

"Elle a été votée lors d'une assemblée générale rassemblant une centaine de salariés, ont insisté Olivier Leberquier et Gérard Cazorla et 98 ont voté l'occupation". Leur objectif: empêcher que "ne soient démontées les machines" (Unilever a pourtant indiqué dans son communiqué de vendredi "ne pas en

avoir besoin"). "Voilà presque un an (1) que l'on est en lutte avec notre direction, il y a des hauts et des bas, mais ne vous inquiétez pas on ne va pas lâcher" a encore insisté Olivier Leberquier tout en réclamant que la lutte "prenne une dimension nationale" et appelé "l'État à prendre ses responsabilités" pour le maintien de l'activité et des emplois sur le site.

Gérard Cazorla en a également profité pour rappeler les élus à leurs promesses. "Il va falloir les pousser au cul. Car nous voulons des actes concrets", a-t-il martelé. Des rencontres sont d'ailleurs prévus ces prochains jours avec les élus du groupe communiste à l'Assemblée puis avec François Hollande et Eva Joly, attendue, elle à Gémenos le 8 septembre.

De son côté, Thierry Piettavino, le secrétaire de l'Union départementale CGT a dénoncé "l'indécence du ministre de l'industrie qui a annoncé la semaine dernière se pencher sur le dossier Fralib avec ses services, et venir hier (vendredi, NDLR) à Marseille aux journées de l'UMP et osé dire il est trop tard car les salariés ont reçu leur lettre de licenciement".

Pour le leader CGT "le pouvoir en place doit sauvegarder nos industries existantes au lieu de faire des effets d'annonces par le biais de pseudo-colloques ou de pseudo-assises de l'industrie".

R.L.

1- Le projet de fermeture a été annoncé fin septembre 2010.